MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence unique du mandat :

Type de contrat : RECURRENT

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) Mairie de Cormeilles en Vexin (95)) à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la Mairie de Cormeilles en Vexin. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée : - dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA FR22ZZZ542426

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITÉR	DESIGNATION DU CREANCIER
Nom, prénom :	Nom : Mairie de Cormeilles en Vexin
Adresse : Code postal :	Adresse : 49 rue Curie Code postal : 95830
Ville:	Ville : CORMEILLES EN VEXIN
Pays:	Pays : FRANCE
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER	
IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)	IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)
1 B A N	
Type de palement : Palement récurrent/répétitif	
Cianá à :	Signature :
Signé à :	
Le (JJ/MM/AAAA):	
DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT):	
Nom du tiers débiteur :	

JOINDRE UN RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE (au format IBAN BIC)

Rappel:

En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par la Mairie de Cormeilles en Vexin (Val d'Oise). En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec Mairie de Cormeilles en Vexin.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de reclification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.